

cessions d'une des parties seulement mais parce que nous espérons qu'un arrêt pouvait créer un climat susceptible d'aider l'autre côté à réagir d'une façon positive. Nous nous sommes réjouis de la trêve actuelle qui a maintenant duré tout un mois et des tentatives en vue de mettre fin pacifiquement au conflit. Mais il est vrai que l'absence de réponse positive de l'autre partie nous a profondément déçus mais nous avons exprimé l'espoir qu'il y aurait peut-être moyen de prolonger la trêve jusqu'à ce que toutes les possibilités raisonnables aient été épuisées.

Je me contente de demander: toutes les possibilités raisonnables ont-elles été épuisées? J'espère que la trêve se poursuivra aussi longtemps que possible. Avant qu'une décision finale ne soit prise à cet égard, j'ose espérer qu'on prendra tout le temps d'établir si le Vietnam du Nord semble examiner sérieusement la possibilité d'entamer des négociations. En dernière analyse, toutefois, il faut reconnaître qu'il n'appartient pas au Canada de prendre les décisions cruciales qui s'imposeront dans l'immédiat vu qu'il n'est pas engagé dans les hostilités. Par contre, le Canada pourrait contribuer à un règlement final vu sa longue expérience des problèmes en cause dans cette région.

Nous avons dit combien nous regrettons de voir les Nations Unies empêchées de jouer un rôle efficace dans une situation qui inquiète si profondément le monde entier. Nous reconnaissons, comme l'a fait encore le secrétaire général lors de sa conférence de presse jeudi dernier, qu'il existe bien des raisons pour lesquelles les Nations Unies sont impuissantes dans les circonstances actuelles.

... Il est évident que le secrétaire général serait, je regrette de le dire, *persona non grata* en Chine. Il est vrai que la Chine n'est pas membre des Nations Unies. Il est vrai que le Vietnam du Sud et le Vietnam du Nord ne sont pas non plus. Les possibilités des Nations Unies n'ont pas été pleinement exploitées et certains pays n'ont pas considéré le rôle important que le secrétaire général peut jouer dans une situation si délicate.

Je dis que si les Nations Unies n'ont pu agir, si le secrétaire général lui-même n'a pu agir autant qu'il l'aurait voulu, il y a des raisons évidentes. Mais j'espère qu'il continuera d'explorer toutes les possibilités qui s'offrent à lui, à titre de secrétaire général, de favoriser les mesures propres à orienter le conflit vers un règlement pacifique. Je souhaite aussi, comme lui, que les Nations Unies puissent avoir un rôle à jouer quant aux conditions à établir en vue de résoudre le conflit actuel. Si jamais cela arrive, je puis assurer au secrétaire général et à la Chambre que le Gouvernement canadien n'épargnera aucun effort pour permettre à l'ONU de s'acquitter de sa tâche dans cette région comme elle l'a fait ailleurs dans des circonstances semblables.

Nous avons aussi concentré notre attention sur la remise en valeur de toute cette région, vaste entreprise qui doit faire partie de tout règlement durable du conflit vietnamien. Nous nous sommes engagés de nouveau à participer à l'œuvre de la Commission d'aménagement du Mékong. Nous avons souscrit au capital de la Banque asiatique de développement, aujourd'hui établie. Nous sommes prêts à consacrer d'autres ressources importantes au développement régional dans